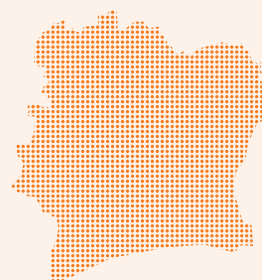


# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU CÔTE D'IVOIRE**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**2020  
RAPPORT**

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)



PARADIGM  
INITIATIVE



# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU CÔTE D'IVOIRE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

**Publié par Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en Avril 2021

Rapport rédigé par Konan Angan Maurice Constant

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndongmo, Koliwe Majama, Margaret Nyambura Ndung'u,

Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

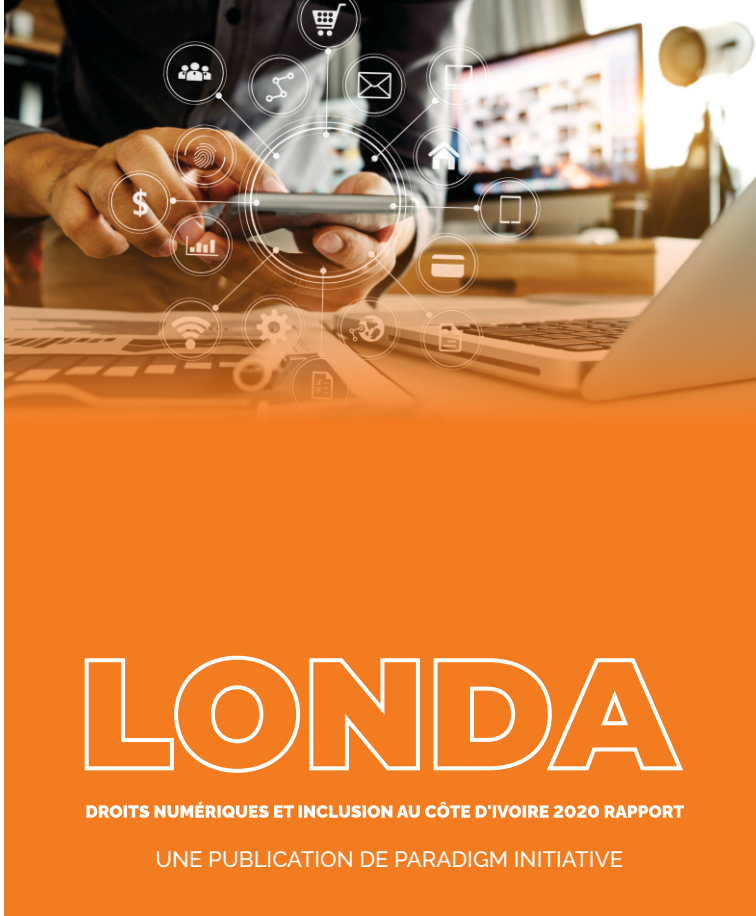
Conçu par Luce Concepts

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2021 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)



Les organisations de la société civile continuent de travailler pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Afrique, en veillant à ce que les meilleures pratiques soient adoptées dans les politiques et la législation. Ce rapport analyse l'état des droits numériques et de l'inclusion au Côte D'ivoire, en examinant les violations et les lacunes, en étudiant l'utilisation et l'application de la politique et de la législation, en soulignant les étapes importantes et en proposant des recommandations pour le paysage numérique en Côte D'ivoire. Avec des rapports provenant de 20 pays, cette édition aborde, entre autres, la fracture numérique aggravée par la pandémie de COVID-19 et met en lumière les infractions dans différents domaines thématiques tels que la vie privée, l'accès à l'information et la liberté d'expression, avec un contexte législatif et politique bien énoncé.

## TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DU PAYS	1
INFRASTRUCTURE ET POLITIQUES INTERNET	1
IMPACT DU COVID-19 SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION	2
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	4





Étendue sur un territoire de 322.462 Km<sup>2</sup>, la Côte D'Ivoire est un État situé en Afrique de l'ouest. Sa population majoritairement jeune est estimée à près de 26.453.542<sup>1</sup> habitants en 2020. Le taux de pénétration de l'Internet est de 26,3%.<sup>2</sup> En 2018, la part de la population connectée à Internet en Côte D'Ivoire est évaluée à environ 6,53 millions, sur une population de 24,9 millions.

## CONTEXTE DU PAYS

# DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU CÔTE D'IVOIRE

Le taux de pénétration du mobile est également estimé à 131,6%.<sup>3</sup> De manière générale, 60% de la population ivoirienne se connectent à Internet via un smartphone, 38% depuis un ordinateur et de 2% depuis une tablette.<sup>4</sup> La Côte d'Ivoire occupe ainsi la 9ème place en Afrique et est 131ème au niveau mondial sur l'indice de développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).<sup>5</sup>

## INFRASTRUCTURE ET POLITIQUES INTERNET

Le Ministère de l'économie numérique et de la poste est responsable du secteur des télécommunications. Il est complété par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI), et par la Commission d'Accès à l'Information d'intérêt Public et aux Documents Publics, en abrégé CAIDP. En termes de législation, la Côte d'Ivoire dispose d'instruments juridiques dont L'ordonnance N° 2012-293 du 21 Mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication, pour régir le secteur des télécommunications.



**60%**  
de la population  
ivoirienne se  
connectent à Internet  
via un smartphone

1. Institut Nationale de la Statistique (INS). Disponible sur <http://www.ins.ci/n/>  
2. Internet Users Statistics for Africa  
3. Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI)  
4. Rapport Digital in 2018 in Western Africa "We are social"  
5. ICT development index 2017 "UIT"

Il y a également la loi N° 2013-867 du 23 Décembre 2013 relative à l'accès à l'information d'intérêt public, la loi N° 2013-451 du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité et la loi N° 2017-803 du 7 Décembre 2017 portant sur l'orientation de la société de l'information.

## IMPACT DU COVID-19 SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION

Les premiers cas de COVID-19 ont été identifiés et confirmés le 11 Mars 2020. La Côte d'Ivoire enregistre ce jour 21 513 cas confirmés dont 21 161 personnes guéries, 132 décès et 216<sup>6</sup> cas actifs avec une moyenne d'âge de 40 ans pour les personnes infectées. Dans une note d'information, le Docteur Aka AOUELE, Ministre de la Santé et de l'hygiène publique indiquait que "l'âge moyen des malades est de 40 ans avec des extrêmes de 18 mois à 82 ans",<sup>7</sup> à la date du 15 Avril dernier.

Le gouvernement ivoirien a déployé un plan de gestion de crise principalement axé sur les aspects économiques, sociaux et humanitaires. Le Conseil National de Sécurité a procédé au confinement de la ville d'Abidjan dès le 29 Mars. De fait, la capitale économique représente l'épicentre de la pandémie et cette mesure avait pour objectif de la circonscire en réduisant les exodes massifs des populations.<sup>8</sup> Les entreprises ont été exonérées des contrôles fiscaux pour une période de trois mois. Les pénalités de retards dans le cadre de l'exécution des marchés et commandes publics avec l'État et ses démembrements durant la période de crise ont également été annulées.<sup>9</sup> Ces mesures avaient pour objectifs de maintenir leurs activités économiques, de soulager leur trésorerie et de préserver les emplois. Au niveau sanitaire, des sites internet ont été mis en service avec toutes les informations en temps réel relatives à la maladie, son actualité, les mesures de préventions et de sécurité.<sup>10</sup> La page Facebook officielle du ministère de la santé et de l'hygiène publique a également pris en charge la communication sur les réseaux sociaux avec des comptes rendus journaliers sur l'évolution de la situation sanitaire.



6. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

7. In <http://apanews.net/news/lage-moyen-des-personnes-atteintes-du-covid-19-en-cote-divoire-est-de-40-ans-ministre>

8. In [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/31/en-cote-d-ivoire-la-mise-a-l-isolement-d-abidjan-provoque-un-retour-dans-les-campagnes\\_6035080\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/31/en-cote-d-ivoire-la-mise-a-l-isolement-d-abidjan-provoque-un-retour-dans-les-campagnes_6035080_3212.html)

9. Retrouvez l'intégralité des mesures prises par le gouvernement sur <https://www.ccifici.org/actualites/mesures-gouvernementale-en-ci-face-au-covid-19.html>

10. <http://info-covid19.gouv.ci/> et <http://sante.gouv.ci/>

Les opérateurs de téléphonie mobile et Fournisseurs d'accès à internet ont aussi contribué à juguler les impacts de la crise sanitaire. En effet, les principaux opérateurs que sont Orange, Moov et MTN ont engagé des campagnes de sensibilisation à travers leurs différents canaux. En collaboration avec le gouvernement ivoirien, un système d'alerte SMS permet d'informer et sensibiliser régulièrement les citoyens sur les mesures de protection contre le coronavirus.<sup>11</sup> Des forfaits internet spéciaux ont été mis à disposition pour chaque couche sociale, afin que tout le monde puisse communiquer et accéder aux différents services internet.<sup>12</sup> Les mesures prises par les opérateurs de téléphonie étaient cruciales pour assurer le bien-être social des populations, vu la distanciation sociale qui fut imposée.

Face à la crise sanitaire, les actions du gouvernement ivoirien ont été salutaires car elles ont permis d'éviter de dépasser la barre des 200 morts à ce jour. Toutefois, cette réponse du gouvernement qui est à féliciter a été à bien des niveaux quelque peu tardive et ponctuée par une crise de l'accès à l'information sur la maladie au regard de l'évolution de la situation dans le monde. De manière générale, l'apparition du Covid-19 a poussé le gouvernement ivoirien à prendre un ensemble de mesures barrières contre la pandémie avec des impacts sur les droits humains. Le manque de proactivité du gouvernement a été perceptible notamment dans la gestion de la communication sur les réseaux sociaux.<sup>13</sup>

Cela s'est manifesté par une montée en puissance des fake news et des cas de violations des droits humains. Selon le Docteur Eddy GNAPIA, les

difficultés d'accès à la bonne information aux premières heures de la crise sanitaire en Côte d'Ivoire ont poussé les citoyens à non seulement se déporter sur les réseaux sociaux, mais aussi à produire eux-mêmes et relayer des informations sans vérifier les sources.<sup>14</sup> Les réseaux sociaux sont ainsi devenus le canal principal de diffusion d'informations tant pour les citoyens que pour certaines maisons de presse. Selon le rapport émis par le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI), "quelque 30% des fake news (fausses informations) sur la Covid-19 en Côte d'Ivoire ont été diffusées dans les médias classiques contre 70% sur les réseaux sociaux pendant la période du 03 Mai au 31 Juillet 2020".<sup>15</sup> Les citoyens, cristallisés par la peur et ayant soif d'informations sur la pandémie, partageaient toutes les informations à leur portée sans vérification. Quelques maisons de presse ont également profité de la psychose pour publier bien souvent des fake news en vue de générer du trafic sur leurs plateformes. Selon Anderson Diédri, "Les fake news diffusés induisent les citoyens en erreur et les amènent à avoir un comportement déraisonnable. On a vu des personnes détruire le centre de dépistage qui était en construction à Yopougon,<sup>16</sup> estimant que ce centre allait accueillir des malades qui allaient les contaminer, alors qu'en réalité il s'agissait d'un centre de dépistage qui devait aider à améliorer la prise en charge dans le cadre de la lutte contre la maladie."<sup>17</sup>

**Le manque de proactivité du gouvernement a été perceptible notamment dans la gestion de la communication sur les réseaux sociaux**



11. <https://www.orange.ci/fr/tous-engages-contre-le-coronavirus.html>

12. <https://www.orange-business.com/fr/covid-19-solutions-voix-et-data-temporaires-pour-collaborateurs>

13. Les réseaux sociaux, ennemis ou alliés de la lutte contre le COVID 19 – in [https://www.facebook.com/watch/live/?v=259755478483571&ref=watch\\_permalink](https://www.facebook.com/watch/live/?v=259755478483571&ref=watch_permalink)

14. Les réseaux sociaux, ennemis ou alliés de la lutte contre le COVID 19 – in [https://www.facebook.com/watch/live/?v=259755478483571&ref=watch\\_permalink](https://www.facebook.com/watch/live/?v=259755478483571&ref=watch_permalink)

15. In <http://www.atoo.ci/2020/08/15/70-des-fake-news-sur-la-covid-19-ont-ete-diffusees-sur-les-reseaux-sociaux-rapport/>

16. Commune de la ville d'Abidjan

17. In <https://www.lemediacytoyen.com/epidemie-de-coronavirus-retour-sur-une-crise-de-linformation/>

La mauvaise gestion de la crise sur les réseaux sociaux a également donné lieu à de nombreux cas de dégradation et de violation de la dignité humaine. En effet, des photos et des vidéos de personnes, victimes de châtiments corporels et d'humiliations de tous genres, lors de la période de couvre-feu ont été largement relayés sur les réseaux sociaux.<sup>18</sup> Les forces de police, dans leur volonté de faire respecter le couvre-feu établi par le président de la république ont outrepassé leur mission régaliennne qui est de veiller à la sécurité du citoyen. Les forces de l'ordre "sont donc descendus sur le terrain en toute confiance. Sans pitié pour

ceux encore dehors après 21h. Des images filmées pour la plupart par les policiers et gendarmes eux-mêmes. Comme s'ils voulaient célébrer une opération réussie".<sup>19</sup> Une partie des internautes ivoiriens, associés aux organisations de défense des droits de l'homme ont largement dénoncé les exactions commises sur les citoyens. Ces vagues de dénonciation ont obligé les forces de l'ordre notamment la Police nationale et à produire un communiqué pour rassurer les populations et l'opinion publique que des mesures seront prises en vue de respecter les droits du citoyen dans l'exercice de leur mission.<sup>20</sup>

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



La pandémie du coronavirus n'a pas été qu'une simple crise sanitaire en Côte d'Ivoire. Elle a en effet fait office de test de tout le système étatique tant au niveau politique, éducatif, social, économique que sanitaire. Ce qu'il convient de noter, c'est que les défis à relever demeurent encore importants surtout au niveau des droits numériques et de l'accès à l'information qui, n'ont vraisemblablement pas été perçus comme prioritaires au début de la crise. Cette situation a occasionné la montée en puissance des fakes news avec bien souvent, la divulgation de fausses informations ou de données personnelles des situations du citoyens sur les réseaux sociaux. La maladie à coronavirus a par ailleurs permis au gouvernement ivoirien de mieux composer avec les outils technologiques notamment le télétravail et la digitalisation progressive de certains secteurs d'activités. Le pari de l'éducation au bon usage des réseaux sociaux et à la connaissance des mesures juridiques qui régissent ce nouvel espace virtuel d'expression doit également être relevé par l'Etat ivoirien car, les citoyens mal formés et peu informés constituent un danger surtout en période de crise comme celle de la COVID-19.

18. Couvre-feu à la matraque : l'Afrique de l'Ouest se rebelle in [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/30/couvre-feu-a-la-matraque-l-afrique-de-l-ouest-se-rebelle\\_6034953\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/30/couvre-feu-a-la-matraque-l-afrique-de-l-ouest-se-rebelle_6034953_3212.html)

19. Coronavirus : à Abidjan, les forces de l'ordre soignent leur image après des violences constatées in <https://ruedesconfines.com/coronavirus-a-abidjan-les-forces-de-lordre-soignent-leur-image-apres-des-violences-constatees/>

20. LA DÉNONCIATION DES ACTES DE VIOLENCE POLICIÈRE PENDANT LE COUVRE-FEU FAIT RÉAGIR LA DGPN in <https://www.7info.ci/la-denonciation-des-actes-de-violence-policiere-pendant-le-couvre-feu-fait-reagir-la-dgpn/>

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU CÔTE D'IVOIRE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE





**Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

     @ParadigmHQ